

**EXTRAIT**  
**DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DE LA VILLE DE SAINT-DIZIER**

L'an deux mille seize, le douze décembre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de SAINT-DIZIER s'est réuni en séance publique salle du Conseil Municipal, sous la présidence de M. François CORNUT-GENTILLE, Député-Maire, en suite de la convocation faite le 6 décembre 2016

**Présents :**

- M. CORNUT-GENTILLE, Député-Maire
- M. BOSSOIS, Mme DECHANT, Mme CLAUSSE, Mlle KREBS, M. KAHLAL, Mme ROBERT-DEHAULT, M. RAIMBAULT, Mme AUBRY, M. FEUILLET, Adjoints au Maire
- Mme GARCIA, Mme DORKEL, M. SCHILLER, M. GARNIER J., M. CHARPENTIER, Mme BETTING, M. OUALI, Mme COLLET, M. BONNEMAINS, Mme GUINOISEAU, M. GARNIER P., Mme de CHANLAIRE, M. EREN, Mme PEYRONNEAU, Mme THIEBLEMONT, M. VAGLIO, M. LESAGE, Mme VARNIER, M. CORDEBARD, M. BOUZON, M. AMELON, Mme SAMOUR, Conseillers Municipaux

**Excusés :**

M. LEBRUN, Mme ANGOT, Mme AYADI

**Ont donné procuration :**

Mme ANGOT à M. CORDEBARD

Mme AYADI à M. BOUZON

**Secrétaire de séance :** M. VAGLIO

---

**N° 148-12-2016**

**TAXE D'URBANISME - ADMISSION EN NON-VALEUR**

**Rapporteur : Mlle Pascale KREBS**

Vu le décret n° 98-1239 du 29 décembre 1998 modifié par le décret n° 2014-551 du 27 mai 2014 relatif à l'admission en non-valeur des taxes mentionnées à l'article L 255-A du livre des procédures fiscales et à l'article L 142-2 du Code de l'Urbanisme,

La Trésorerie de Chaumont a transmis deux états n° 2016-007-052008-U et 2016-008-052008-U de taxes d'urbanisme irrécouvrables afin que le Conseil Municipal se prononce sur leur admission pour un montant total de 4 759 €.

La demande d'admission en non-valeur est motivée par les liquidations judiciaires des deux redevables.

Il est précisé qu'aucun titre de recette n'a été émis puisque c'est l'Etat qui procède aux encaissements préalables aux titres.

La Trésorerie de Chaumont demande donc l'admission en non-valeur de ces taxes d'urbanisme irrécouvrables.

Il est proposé au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable à l'admission en non-valeur des 4 759 €.

Le Conseil Municipal, après délibération, décide d'approuver ces propositions à l'**UNANIMITE**.

Pour extrait conforme,

Pour le Député-Maire et par délégation  
Le Directeur Général des Services  
Pierre-François GITTON